

PARLONS RSS-DDR



LES FEMMES ET LES JEUNES DANS LE PROCESSUS RSS-DDR AU MALI

SOMMAIRE

Editorial.....	2
Notre actualité	3
Reprise du DDR et Integration Accélérés....	3
Nos activités	4
Notre dossier	5-10

EDITORIAL



A l'occasion du 21^{ème} anniversaire de la résolution 1325, le Secrétaire Général des Nations Unies M. António Guterres a affirmé le 21 octobre dernier, lors du débat public tenu par le Conseil de Sécurité que « *Les femmes sont des artisanes de la paix, des actrices du*

changement, des militantes. Elles discutent et négocient avec des groupes armés. Elles appliquent des accords de paix et œuvrent pour des transitions pacifiques. La prévention des conflits et le désarmement sont précisément au cœur des mouvements portés par les femmes depuis plus d'un siècle en faveur de la paix. Et comme l'illustre le rapport de cette année, il existe un lien direct entre l'augmentation des investissements dans les armes et l'augmentation de l'insécurité et des inégalités dont pâtissent les femmes ».

Le Secrétaire Général a profité de cette occasion pour demander au Conseil de Sécurité de « *travailler pour promouvoir la participation pleine, égale et effective des femmes aux pourparlers de paix, à la consolidation de la paix et aux systèmes politiques mis en place lors des phases de transition vers la paix. La parité absolue est une nécessité, y compris au moyen de quotas ambitieux, dans les élections, la Réforme du Secteur de la Sécurité, le Désarmement, la Démobilisation et les systèmes judiciaires* ».

S'inscrivant dans la même dynamique, la section RSS-DDR de la MINUSMA s'est énormément appuyée sur le dynamisme, le courage et l'engagement des femmes et des jeunes, afin de poursuivre sa mission d'appui au processus de paix au Mali et cela, malgré la pandémie de la Covid 19. Tout au long de cette période, les femmes et les jeunes des différentes régions ont redoublé d'efforts et ont fait preuve de résilience et de capacité d'adaptation à la situation sanitaire.

Ainsi, au cours des deux années fiscales 2019- 2020 et 2020 - 2021, 36452 femmes bénéficiaires directes ont reçu un accompagnement de la section RSS-DDR à travers 49 projets de réduction des violences communautaires initiés sur l'ensemble du territoire national. Les jeunes des différentes régions ont également été au cœur des priorités de la section RSS-DDR. En effet, plus de 2350 jeunes ont bénéficié de renforcement de capacités sur le processus RSS-DDR, la prévention de l'extrémisme violent, ainsi que sur les différents mandats et résolutions de la MINUSMA.

Par ailleurs, les jeunes et les femmes ont reçu des accompagnements en matière d'infrastructures dédiées par le biais de centres de formation notamment à Mopti, Gao et Ségou. Tout au long de ces années, les jeunes et

plus spécialement les femmes, ont pris une part active dans la promotion du processus RSS-DDR à travers leur engagement dans la sensibilisation contre l'extrémisme violent et la promotion de la cohésion sociale.

Les organisations féminines et de jeunesse, ont fait montre de dévouement et d'engagement lors de la mise en œuvre des différents projets liés à la réduction de la violence communautaire, ainsi qu'à la promotion du vivre ensemble, en vue de contribuer au processus de paix et de stabilité du Mali.

Le 21 mai dernier, lors de l'atelier de renforcement de capacités des membres du Comité de Suivi de l'Accord (CSA) à l'Hôtel Radisson de Bamako, le Président de la Commission Nationale de Désarmement Démobilisation et Réinsertion (CNDDR), M. Ould Sidi Zahabi, affirmait que « *La commission nationale DDR a prévu d'intégrer 300 femmes par région* ». La section RSS-DDR salue cette décision et accompagnera ses partenaires nationaux dans la mise en œuvre effective de ce programme qui est l'un des moyens de prendre en compte les femmes associées aux forces et groupes armés en vue d'accéder aux activités et services liés aux DDR.

Le volet Réforme du Secteur de la Sécurité, a mis un accent tout particulier dans la prise en compte du genre aussi bien dans ses activités de renforcement de capacité, que dans la mise en œuvre de certains projets relatifs à la construction et/ou réhabilitation d'infrastructures au bénéfice de la police, de la gendarmerie ainsi que des bataillons réconstitués des forces armées maliennes.

L'intégration du genre est une des priorités de la section RSS-DDR. Pour ce faire, mon équipe et moi, nous nous attelons à tout mettre en œuvre afin qu'au niveau interne nous offrons les opportunités et les possibilités égales de participation aux femmes et aux hommes. Nous veillons tout particulièrement à ce qu'il y ait d'avantage de présence féminines et surtout que les femmes maliennes prennent effectivement leur place dans les programmes RSS-DDR en vue de contribuer au processus de paix, de sécurité et de stabilisation du Mali.

Aussi, voudrais-je tout particulièrement féliciter et encourager nos collègues femmes de la section pour leur professionnalisme, leur dévouement et leur sens du travail bien fait.

Dans ce numéro du bulletin de la section RSS-DDR de la MINUSMA, nous passerons en revue l'appui dont ont bénéficié les femmes et les jeunes, leurs rôles et responsabilités dans le processus RSS-DDR au Mali, les impacts des projets et les perspectives.

Samba TALL

Directeur de la section RSS-DDR MINUSMA (Mali)

BIENTOT LA REPRISE DU DDR ACCELERE...

Conformément à la quatrième recommandation de la 24^{ème} réunion extraordinaire de la Commission Technique de Sécurité (CTS), une mission conjointe a été organisée du 16 au 24 août 2021, sur les sites du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) de Gao, Kidal et Tombouctou. Cette mission conjointe s'inscrivait dans le cadre des activités d'information et de sensibilisation visant essentiellement à appuyer la reprise du DDR-Accéléré pour l'intégration des ex-combattants aptes, et le démarrage de la réinsertion socio-économique pour ceux déclarés inaptes aux examens médicaux, et ceux qui en ont exprimé le désir.

Cette mission conjointe a été l'occasion pour la délégation composée des membres de la CTS (notamment les FAMas, la CMA, la Plateforme), la CNDDR, la Commission Intégration et la MINUSMA à travers sa section RSS-DDR, de faire d'une part un état des lieux des sites des camps MOC où se tiendront les opérations de DDR, et d'autre part de préparer les communautés d'accueil, les autorités locales ainsi que les ex-combattants sur le démarrage imminent des prochaines opérations de DDR Accéléré.

« Nous sommes venus expliquer les différentes opportunités du programme DDR, ses réhabilitations communautaires, mais également inviter les ex-combattants recalés pour l'intégration dans l'armée reconstituée, d'adhérer à la réintégration socio-économique » a indiqué Moussa Doudou HAIDARA, Coordonateur Adjoint de la CNDDR. Au cours des échanges, les ex-combattants déclarés inaptes lors des trois dernières opérations de DDR ont exprimé leurs inquiétudes quant aux possibilités d'intégration dans les Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM), les corps paramilitaires et les services administratifs.



« La situation des ex-combattants inaptes n'est pas spécifiques à Gao, elle est générale. C'est dans le dialogue et un esprit d'apaisement qu'une solution sera trouvée à vos réclamations », a indiqué Zahabi

Ould Sidi MOHAMED, Président de la CNDDR lors de l'étape de Gao. Toutefois la réinsertion socioéconomique étant volontaire, il a invité les ex-combattants à saisir cette opportunité.

Le Chef DDR de la section RSS-DDR de la MINUSMA, M. Ndiaga DIAGNE a pour sa part ajouté que « la mise en œuvre du processus de réinsertion se fera à travers les ONG locales et qu'à la différence de ce qui se faisait auparavant, les fonds mis à la disposition iront directement aux ex-combattants ». Face à la décision de la CNDDR de prendre en compte 300 femmes par région dans le programme DDR, l'Unité Genre de la MINUSMA par la voix de sa responsable Mme Catherine Renée



Andela s'est exprimé en ces termes :

« C'est une bonne nouvelle parce que nous avons enfin des chiffres précis de femmes prises en compte, ce qui permet d'avoir une idée sur le profil des femmes et leur implication sociale. Les partenaires peuvent ainsi

ajuster leur appui en fonction de certains critères et de besoins sexospécifiques. L'Unité Genre contribuera à formuler d'une part des messages de plaidoyer envers la CNDDR sur l'enrôlement effectif et efficient des femmes dans les processus de DDR et d'autre part des messages de sensibilisation envers les organisations de la société civile et associations locales ».

Les organisations féminines présentes aux différentes rencontres ont plaidé pour la prise en compte des veuves et d'autre catégorie de femmes vulnérables parmi les bénéficiaires du programme.



Les femmes ont enrichi les échanges

REDUCTION DES VIOLENCES COMMUNAUTAIRES

TOMBOUCTOU

Le bureau RSS-DDR de Tombouctou effectue des missions de suivi dans la région.

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets de Réduction des Violences Communautaires, le bureau RSS-DDR de Tombouctou a initié au mois d'octobre plusieurs missions d'évaluation des projets RVC dans les localités de Diré, Goundam, Tinafewa, Atta et Tonka. Ces missions avaient pour objectifs de faire l'état des lieux de la situation sécuritaire dans le cercle, de mesurer l'impact des projets RVC réalisés, de prospecter de futurs projets, d'informer et sensibiliser sur la reprise du DDR et Intégration Accélérés.

La délégation est revenue satisfaite des échanges, mais encore des impacts visibles de projets réalisés dans le quotidien des populations bénéficiaires.



Echanges communautés sur un site de projet

KIDAL

Remise d'un forage aux communautés d'Abanko.

Le 23 Octobre 2021, dans la commune rurale de Tessalit, sur le site d'Abanko, a eu lieu la cérémonie de remise d'un forage d'eau potable en présence des autorités traditionnelles, municipales et d'une trentaine de bénéficiaires.

La faible pluviométrie dans la région de Kidal ne favorise pas le stockage des eaux de pluie en quantité suffisante. Les cours d'eau sont rares et les périodes de crues sont temporaires. Tout ceci ne facilite pas les activités des populations qui sont pour la majorité des éleveurs. Ainsi, la réalisation de cet ouvrage devrait permettre l'alimentation de la nappe phréatique et par conséquent, aider à la régénération du couvert végétal afin d'assurer la nourriture du

cheptel. Le projet a consisté en la réalisation d'un forage fonctionnel d'un débit de 10m³ par heure, équipé d'un système solaire et d'un château d'eau au bénéfice des communautés d'Abanko à 20 km au sud de Tessalit. D'un coût total de trente neuf millions de Fcfa pour la MINUSMA et d'un apport communautaire d'un million cinq cent mille Fcfa, ce forage permettra dans son second volet à 30 jeunes (hommes et femmes), d'initier des activités dans les domaines de l'élevage et du maraîchage grâce à la disponibilité de l'eau.



Réception du château d'eau par les bénéficiaires

MOPTI

Les communautés de Yasso, cercle de Tominian dans la région de Ségou, bénéficient d'un périmètre maraîcher.

Le 20 Octobre 2021, s'est tenue la cérémonie officielle de remise du projet consortium volet 4 piloté par l'ONG Mali Espoir. Ce projet a été financé sur un coût total de 26 507 700 Fcfa, pendant 04 mois pour 640 bénéficiaires dont 336 femmes. Il s'inscrivait dans le cadre de la Réduction de la Violence Communautaire et de la lutte contre l'enrôlement des jeunes par les groupes armés. Il a consisté en la réalisation d'un périmètre maraîcher dans le village de Yasso. Le volet 1 de ce consortium a été exécuté par l'ONG Association pour l'APPUI aux Populations Rurale du Mali (AAPR). Il s'agissait de la réalisation de deux (02) périmètres maraîchers et la réalisation d'un (01) Système Hydraulique Villageoise Amélioré (SHVA) aux bénéfices des communautés de Youwarou, Deboye et Farimake, dans le cercle de Youwarou région de Mopti. La remise a été faite en présence des autorités préfectorales et communales, de la CNDDR locale, des FAMAs, des chefs coutumiers et religieux, des services techniques de l'Etat, de la coordination des associations et ONG féminines du Mali (CAFO), de la jeunesse.

LES FEMMES ET LES JEUNES DANS LE PROCESSUS RSS-DDR AU MALI

Le conflit armé survenu suite au coup d'état militaire en 2012 a engendré au Mali une crise socio politique aux multiples facettes. Cette crise a sérieusement entravé l'évolution du pays vers la démocratie, entraîné une escalade du conflit armé, et ébranlé la souveraineté de l'État.

Le 18 juin 2013, un premier accord est signé à Ouagadougou au Burkina Faso, malheureusement cet accord sera mis à mal avec la reprise des combats les 17 et 21 mai 2014 à Kidal. S'en est suivi un autre accord dit Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, signé à Alger en Algérie.

L'article 51 de cet accord stipule que : « les parties demandent à la classe politique ainsi qu'à la société civile, notamment les organisations de femmes et de jeunes, les médias, les communicateurs traditionnels et les autorités traditionnelles et religieuses, d'apporter leur plein concours à la réalisation des objectifs de l'Accord ». C'est dans ce cadre que la section RSS-DDR de la MINUSMA, à travers ses différentes unités accompagne la mise en œuvre de l'accord par le biais des projets de lutte contre les violences communautaires, des renforcements de capacités sur divers thématiques, notamment la lutte contre l'extrémisme violent, la lutte contre la prolifération des armes légères et de petits calibres, entre autres. De Gao à Menaka en passant par Mopti, Tombouctou, Ségou et Bamako, les jeunes et les femmes se sont illustrés positivement.

Gao, 1^{er} novembre 2021, cela fait plus d'une année que le projet **Contribution à la réduction de la violence communautaire à travers la construction et l'équipement d'un centre multi fonctionnel pour la formation professionnelle des femmes et des jeunes sur les métiers porteurs dans le village de Berrah**, est clôturé.

25 femmes et 15 jeunes ont été formé-es aux métiers de menuiserie, de la confection de grillage, de la coupe-couture, de la transformation et le conditionnement des produits agricoles locaux.

Bien que ce centre connaisse quelques difficultés au niveau du fonctionnement, les femmes bénéficiaires continuent de se réunir pour échanger sur leurs expériences ainsi que les bonnes pratiques après la formation reçue dans ledit centre.

Des échanges sur les méthodes de conditionnement des produits agricoles locaux, des conseils sur les techniques de couture ou des bonnes pratiques pour la vente des produits transformés sont des sujets qui animent les rencontres.

« J'ai appris à sécher les oignons, les conditionner et les vendre. J'arrive à faire des bénéfices. Grâce au métier de formatrice de produits, je suis plus autonome et j'apporte ma contribution pour certains besoins de ma famille. Depuis lors, J'ai constaté qu'il y a plus de joie et d'harmonie dans ma maison... C'est une fierté pour moi de contribuer financièrement au bien être de ma famille et de ma communauté », a confié Madame Touré Haoua Ibrahim, bénéficiaire du projet et présidente de l'association Wafakey-Arma de Berrah.



Femmes formatrices d'oignon

Malgré la discrétion qui les caractérise, surtout lorsqu'il s'agit de parler en public, les femmes de Gao demeurent des personnes très influentes dans leurs communautés. Elles jouent un rôle important dans la réduction de la violence communautaire en tant que sensibilisatrices et leaders communautaires auprès de

leurs pairs. Elles influencent les décisions des hommes, et jouent un rôle majeur dans l'éducation des enfants et des jeunes. De 2014 à ce jour, la région Gao a bénéficié de plus de 65 projets RVC dans divers domaines notamment, l'agriculture, l'élevage, l'eau, la pêche, la santé, l'électrification, la sécurité, la réhabilitation des infrastructures, la formation professionnelle.

Tombouctou, le 23 septembre 2021 au Gouvernorat de Tombouctou, le bureau de la section RSS-DDR a organisé une séance d'échanges exclusivement avec les représentantes d'associations féminines. Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre des échanges régulières avec les partenaires locaux. L'occasion fut donnée aux femmes de se prononcer sur plusieurs thématiques notamment la lutte contre les violences communautaires, l'enrôlement des jeunes par les groupes armés, et le processus de paix: *« Dans ma communauté, il y a beaucoup de jeunes qui sont enrôlés par des groupes extrémistes parce qu'ils n'ont pas d'autre choix, leurs parents sont désemparés au regard de la situation sécuritaire. Aujourd'hui il est question de voir comment créer un projet de sensibilisation dans un premier temps au profit des femmes, qui sont les premiers maillons de sensibilisation, afin qu'elles puissent expliquer à leurs enfants et époux les opportunités qu'offrent les projets RVC »*, a témoigné Madame Balkhissa Sidibé membre de la CAFO. Le bureau a saisi cette occasion pour sensibiliser les femmes sur leur rôle dans le processus de paix à travers la sensibilisation des hommes et de leurs fils à adhérer au programme DDR. Dans ses propos, Mr Jean Kaka, Chef d'équipe RSS-DDR de Tombouctou s'est adressé aux femmes en ces termes : *« Le retour à la paix et la sécurité dans la région de Tombouctou ne peut être effective sans votre implication et votre participation active, ... Les projets, sans être une panacée sont tout de même une opportunité à saisir afin de vous permettre de faire face et de lutter efficacement contre la pauvreté, de prévenir ou réduire les violences au sein des communautés, mais également de réduire les possibilités d'enrôlement des jeunes frères désœuvrés ou des enfants dans les groupes armés, afin de créer un environnement favorable au processus DDR »*.



Intervention des femmes au cours de la rencontre

Au cours des deux années fiscales 2019-2020 et 2020-2021, 6533 femmes bénéficiaires directes et 22741 femmes bénéficiaires indirectes ont été accompagnées par les projets de Réduction des Violences Communautaires dans la région.



les bénéficiaires du périmètre maraîcher

Le sport, outil de cohésion sociale au sein de la jeunesse

La jeunesse de Tombouctou revient de loin après le conflit malien. Consciente de son rôle prépondérant au sein de la communauté pour un retour à la paix et à la stabilité de la région, la jeunesse de Tombouctou par le biais du Conseil communal de jeunesse a initié plusieurs activités dans le cadre de la promotion de la cohésion sociale. C'est dans cette perspective que le bureau RSS-DDR de Tombouctou a appuyé un projet de réduction des violences communautaires à travers le sport qui prône, l'esprit d'équipe, le fair-play, le partage, l'acceptation de l'autre et bien d'autres valeurs.

Ainsi, la jeunesse d'Abarajout a bénéficié de la construction d'un complexe sportif comprenant un terrain de basketball, un terrain de football, et une salle de sport équipée afin de permettre aux jeunes de ce quartier périphérique de Tombouctou, jadis théâtre de nombreuses violences communautaires de faire table rase sur le passé et regarder dans une nouvelle direction vers la paix et la stabilité.

Trois ans après sa construction, sous la gestion du Conseil Communal de la Jeunesse, cet espace fréquenté quotidiennement par des dizaines de jeunes de toutes les communautés est entrain de participer considérablement à l'amélioration de l'image de tout le quartier grâce à son impact positif sur la réduction de la violence au sein des communautés. La jeunesse de Tombouctou compte continuer ses activités de sensibilisation à la paix, la cohésion sociale et la prévention de l'enrôlement des jeunes dans les groupes armés.



Les équipes de football

KIDAL, 30 jeunes dont 6 femmes issus des 3 communes de la région de Kidal reçoivent des kits d'installation après leur formation en énergie renouvelable.

En juin 2021, 30 jeunes (hommes et femmes) se retrouvaient au lycée de Kidal lequel, pour la circonstance a servi de centre de formation afin de bénéficier d'une formation en énergies renouvelables. Cette formation s'inscrivait dans le cadre de la réduction du risque d'enroulement des jeunes par des organisations criminelles et extrémistes. Trois mois plus tard, ces 30 jeunes dont 6 femmes issus des trois communes de Kidal finissaient leur formation dans les domaines de l'installation, de la maintenance des équipements solaires notamment les pompes solaires, les kits d'éclairage et les lampadaires pour un coût total de 33.034.000 Fcfa.



Remise d'attestation à une participante

Fadimata Walet Mbara, est l'une des bénéficiaires de la formation. Pendant trois mois, cette jeune femme de 23 ans à l'instar des apprenants masculins a relevé les défis de la formation. Elle nous raconte son histoire...

« J'ai arrêté les études en 2011 en classe de 9^{ème} année fondamentale, à cause de la crise, je me suis mariée et je suis partie de Kidal. A mon retour quelques temps plus tard, les choses avaient beaucoup changées, ils n'y avaient plus d'écoles ouvertes, et presque plus d'emplois, Kidal était différent. Aujourd'hui je suis divorcée et mère de 2 enfants, et cette formation me permet d'avoir une activité. Je suis intéressée par d'autres formations. Je souhaiterais approfondir d'avantage mes connaissances en énergie renouvelable afin d'en cerner tous les contours et former à mon tour d'autres techniciens dans le cercle de Kidal mais également dans les autres localités de la région. Toute la région fonctionne presque à l'énergie solaire et le besoin de techniciens qualifiés va en

grandissant ». Selon Fadimata, « Les avantages de cette formation sont multiples, et en tant que mère célibataire, je pourrai dépanner mes propres installations sans un appui extérieur et assister ma communauté. J'invite donc mes camarades à prendre au sérieux cet apprentissage qui nous permet de nous prendre en charge et assister nos communautés. Cette formation nous a été offerte alors que d'autres payent et se déplacent ailleurs pour en bénéficier, nous devons donc en être dignes et en tirer des leçons de solidarité et être prêts à aider ceux dans le besoin. Toute connaissance est faite pour servir, et nous devons, nous bénéficiaires de cette formation, savoir que nous sommes au service de notre communauté et de nos familles. »

A ce jour, le souhait de Fadimata est de s'installer à son propre compte, et créer un réseau de techniciens (hommes et femmes) afin d'établir des partenariats dans la région.

MENAKA, former et équiper les jeunes afin de réduire la violence communautaire.

La jeunesse reste la frange de la population la plus vulnérable dans cette localité. Menaka, pendant la crise malienne a subi plusieurs attaques, dont on dénombre plusieurs pertes en vies humaines principalement au sein de la jeunesse. Le retour à la « normalité » met cette jeunesse face à une triste réalité qui est celle du manque criard d'opportunités en matière d'emploi. Cette catégorie de la population représente un défi important pour la stabilité de la zone nord du Mali. En effet les jeunes, livrés à eux-mêmes sont des cibles faciles pour les groupes armés à la recherche de nouveaux recrues. Contribuer à occuper sainement cette jeunesse, lui donner des opportunités d'insertion socio économique afin non seulement de réduire les violences en leur sein, ou au sein des communautés mais aussi leur éviter de rejoindre les groupes armés, reste l'une des préoccupations pour la MINUSMA en général et pour la section RSS-DRR en particulier. A cet effet, le 25 Septembre 2021, le bureau RSS-DDR de Ménaka, en collaboration avec l'ONG GARI (Groupement des Artisans Ruraux d'Intadéyné), a procédé à la cérémonie de remise de kits d'installation à 15 jeunes tous des hommes et formés au métier de briquetier.



Réception des kits par les bénéficiaires

Entamée le 9 Août 2021, cette formation s'inscrivait dans le cadre des projets de réduction des violences communautaires, initiés par la section RSS-DDR. Pour Haiba Ould SIDI, adjoint au maire de Ménaka c'est « *une opportunité pour la jeunesse d'apprendre un métier, de l'exercer en vue d'être financièrement autonome. Cette autonomie à coup sûr contribuera à l'occupation saine de la jeunesse de Ménaka, ainsi qu'au retour de la paix et de la sécurité dans la région* ». Harouna Ibatane YATTARA, Président de la jeunesse de Ménaka s'est réjoui de cette opportunité offerte à la jeunesse de Ménaka : « *Le chômage au sein de la jeunesse a toujours été pour nous une préoccupation, et cette formation vient résoudre une partie de nos problèmes et contribuer à booster l'emploi des jeunes* » a-t-il dit.

photovoltaïque, à la saponification ainsi qu'à la teinture moderne. Un bénéficiaire de 27 ans, père de deux enfants témoigne en ces termes : « *Cette formation en électricité est une opportunité réelle pour moi. Elle me permettra d'avoir une qualification et sortir ainsi du chômage, au lieu de prendre les armes* ».



Remise des kits d'installation aux jeunes par la Cheffe de bureau MINUSMA de Mopti

MOPTI, la lutte contre le recrutement des jeunes à risque, au cœur des priorités de la section RSS-DDR.

Un jeune à risque est un jeune qui vit dans un environnement où les conditions sont réunies de sorte à le rendre manipulable, influençable donc vulnérable. Le conflit intercommunautaire qui sévit à Mopti depuis quelques années, vient accentuer le risque d'enrôlement des jeunes par les groupes armés. Mopti peut être considéré comme « vivier » de recrutement des jeunes par les groupes armés au regard de la recrudescence des tensions communautaires liés à divers facteurs notamment les ressources naturelles, la stigmatisation et l'intoxication et la manipulation.

Afin de réduire cette vulnérabilité et le risque d'enrôlement des jeunes, la section RSS-DDR a mis en place programme afin de les sensibiliser sur les projets RVC, les opportunités de formation, d'emplois temporaires, d'autonomisation, ainsi qu'un accompagnement pour leur réinsertion socioéconomique. C'est ainsi que le 9 Avril 2021, le bureau RSS-DDR de Mopti procédait au lancement de deux projets de réduction de la violence communautaire à Ténenkou et Diafarabe. Le premier était relatif à la réhabilitation du stade de Ténenkou et le second portait sur la formation professionnelle de 165 jeunes à risque et de leur dotation en kits afin de lutter contre la radicalisation.

Ces jeunes dont 39% étaient des femmes, avaient été identifiés par les autorités locales de concert avec leurs communautés. Formés et équipés, ces jeunes, quatre mois plus tard, ont été à-même pour les uns de s'installer à leur propre compte, et pour les autres d'intégrer des Petites et Moyennes Entreprises locales spécialisées en couture, électricité

Toujours à Mopti en Juin 2021, le bureau RSS-DDR avait accompagné des membres du bureau régional de la CNDDR, pour procéder au lancement officiel de deux projets de réduction de la violence communautaire à Youwarou région de Mopti et à Yasso région de Ségou. Tout en renforçant la résilience, le but de ces projets est de prévenir le recrutement des jeunes à risque par les groupes armés et extrémistes par la promotion d'activités génératrice de revenus au profit des femmes et des jeunes. Ces projets consistent à la réalisation de deux (02) périmètres maraichers avec leurs systèmes d'approvisionnement en eau au bénéfice des communautés de Youwarou Centre, Aka commune de Deboye et Sokendema Commune de Farimaké et un périmètre maraicher dans le village de Yasso. Ils ont été financés par la MINUSMA pour un montant de **60 024 250 F CFA** dont **200 000 F CFA** de contribution des communautés bénéficiaires Youwarou, celui de Yasso à **26 507 700 F CFA** avec une contribution de **275 000 F CFA** pour celle de sa communauté. Ces projets sont mis en œuvre par des ONG locales en collaboration avec les communes de Youwarou et de Yasso ainsi que les services techniques régionaux et locaux. Les travaux sont prévus pour une durée 4 mois. Les bénéficiaires directs de Youwarou sont de 1584 (582 hommes, 1002 femmes), ceux de Yasso sont 640 (305 hommes, 335 femmes). Le nombre des bénéficiaires indirects de Youwarou estimé à 108 523 (54 998 hommes, 54 525 femmes) et ceux de Yasso sont à 1642 (828 hommes, 814 femmes).

Les jeunes dans l'Appui à la Veille Démocratique sur le Secteur de la Sécurité

Unité Appui à la Veille Démocratique

Le processus de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) au Mali, dans sa phase opérationnelle depuis 2016, a conduit les autorités maliennes avec l'appui des partenaires à adopter plusieurs politiques et stratégies devant accompagner le processus RSS.

A cet effet, une politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme fut élaborée et adoptée, avec la participation active de la jeunesse société civile dont la Plateforme pour l'Engagement des Jeunes dans la RSS-DDR (PEJ).

Au-delà de sa contribution à l'appropriation du processus RSS et DDR à l'endroit de la couche juvénile, avec l'appui de la section RSS-DDR de la MINUSMA, la PEJ s'est beaucoup illustrée dans la dissémination et l'appropriation de la politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme (PNLEVT), dans le district de Bamako et dans plusieurs régions du Mali. C'est dans cette dynamique, que la plateforme des jeunes a initié et réalisé avec l'appui de la section RSS-DDR et en partenariat avec le Ministère des Affaires Religieuses et du Culte, une série d'ateliers à l'attention d'une centaine de jeunes issus des organisations de la société civile dans les localités de Koulikoro, de Kati et celle de Ségou au premier trimestre de l'année 2021.



Atelier de sensibilisation sur le rôle des jeunes dans le processus RSS-DDR

L'objectif visé à travers ces ateliers, était d'accroître au travers de la dissémination, l'appropriation locale de la politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, ainsi que son plan d'action. Il était attendu au sortir de ces ateliers, que les organisations de jeunes des localités cibles utilisent les outils de la formation pour lutter efficacement et effectivement contre la radicalisation des jeunes, notamment les jeunes les plus vulnérables.

L'unité Appui à la Veille Démocratique de la section RSS-DDR continue de créer les opportunités pour les jeunes de se retrouver, dialoguer et réfléchir ensemble sur leur contribution au processus de paix. A cet effet, un centre de formation a été remis à la jeunesse de Ségou le 21 octobre 2021.

Inclure les femmes dans la Réforme de la Défense et de la Sécurité.

L'unité Réforme de la Défense et de la Sécurité

(RDS), de la section RSS-DDR, est en charge d'accompagner les autorités maliennes dans la stratégie de politique nationale de sécurité d'une part et d'autre part soutenir l'intégration des ex combattants aptes à rejoindre l'armée reconstituée.

Afin d'assurer une meilleure participation des femmes dans les organes dirigeants dans la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation, la Commission d'Intégration en relation avec la CNDDR a organisé une tournée de sensibilisation dans les régions et auprès des mouvements, pour que d'avantage de femmes soient incluses dans les processus ADDR et Intégration, ainsi qu'une plus grande représentativité à la Commission d'Intégration. Selon Francis Somda, chef de l'unité RDS, « *Sept femmes ont intégrées l'armée reconstituée à la suite du ADDR-I. Ces femmes ont suivi la même formation que leurs camarades hommes. L'unité DSR a soutenu la formation dans les différents centre de Koulikoro, Banankoro, Tiby (région de Ségou) par la prise en charge pendant trois mois de l'alimentation, les médicaments ainsi que la fourniture de carburant pour le fonctionnement des centres de formations. En outre, l'unité a facilité l'intervention des sections substantives de la MINUSMA sur les thématiques telles que le Genre, le Droit International Humanitaire, la Politique des Nations Unies en matière de Droits de l'Homme et les Droits Humains, la RSS et le DDR, le mandat de la Mission, la Protection des Enfants, la Protection des femmes en période de conflit, la Protection des civiles* ». Conformément à sa planification, l'unité continue ces sessions de formation en renforcement des capacités au profit de 100 femmes de la police nationale, après celle organisée au profit de 100 femmes des Services de la Protection civile. Monsieur Somda a indiqué qu'avant leur déploiement, l'unité s'assure que les besoins spécifiques des femmes sont pris en compte afin de leur permettre de travailler dans des conditions optimales et donner le meilleur d'elles-mêmes.

La jeunesse engagée dans la sensibilisation contre la prolifération des ALPC

L'unité Appui à la lutte contre la prolifération des Armes Légères et de Petits Calibres (ALPC)

Les conséquences d'un conflit armé dans un pays sont multiples parmi lesquelles la prolifération des ALPC.

En effet, les autorités maliennes estiment que plusieurs armes sont en circulation illégale, surtout dans le milieu de la jeunesse. Aucune étude n'a encore pu établir le nombre exact des armes en

circulation illégale. La prolifération des Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC) est alimentée par plusieurs sources, notamment par les trafics transfrontaliers, les attaques et pillages des postes militaires, les fabrications artisanales.

Afin de lutter contre ce fléau qui endeuille les communautés au quotidien, une caravane d'information et de sensibilisation a été initiée et conduite conjointement par l'unité Appui à la lutte contre les ALPC de la section RSS-DDR de la MINUSMA et le Secrétariat Permanent de lutte contre la prolifération des ALPC.

Du 13 au 23 septembre 2021, cinq (05) localités ont été visitées, notamment Koulikoro, Ségou, Mopti, Sikasso et Kouremale. Cette caravane qui s'adressait aux leaders religieux et communautaires, à la confrérie des chasseurs et fabricants artisanaux, aux femmes, et principalement à la jeunesse a été l'occasion d'appeler les jeunes au sens de responsabilité et de les encourager à contribuer à la sécurisation de leur localité respective et d'adhérer au processus de paix au Mali. Environ 1500 personnes ont directement pris part à cette caravane et sont supposées transmettre les messages clés de la caravane à beaucoup d'autres personnes. L'objectif recherché et le changement de comportement des populations urbaines et rurales par rapport à la détention illicite des ALPC.

partage les frontières de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso ne lui permet pas d'échapper aux trafics transfrontaliers illicites des ALPC.

Le CRJ reconnaît qu'il y'a des zones rurales affectées par ce fléau et s'engage à vulgariser les acquis de la caravane dans les communes rurales de Sikasso. Je sollicite donc l'appui technique et financier du SP-ALPC et de ses partenaires pour mener cette action ».



Les filles étaient également présentes

EN RESUME

Les femmes et les jeunes ont un rôle important dans les processus de RSS et le DDR. Bien que la résolution 2250 du conseil de sécurité des Nations Unies reconnaît pleinement la contribution importante et constructive que les jeunes femmes et hommes apportent au maintien et à la promotion de la paix et de la sécurité internationales, la 1325 reste plus spécifique sur les droits des femmes, la paix et la sécurité. Celle-ci démontre à suffisance que l'autonomisation de la femme est l'un des moyens indispensables au maintien de la paix et de la sécurité. La représentativité des femmes est une obligation aussi bien dans les projets de réduction de la violence communautaire que dans le processus de Réforme du Secteur de la Sécurité. Le genre étant une question d'équité dans la communauté, il permet d'offrir des opportunités aux femmes, en tenant compte de leurs besoins spécifiques, de participer pleinement dans les projets RVC qui visent à soutenir le processus d'intégration du DDR avant, pendant et après. Le but est celui de renforcer le processus de paix et la stabilité dans le pays de prévenir et d'atténuer les violences communautaires.



Les jeunes très attentifs aux messages délivrés

Les jeunes ont pris l'engagement d'accompagner cette initiative et de jouer pleinement leur rôle, afin de garantir un lendemain meilleur pour toute la population malienne.

Témoignage du Secrétaire Général du Conseil Régional de Jeunesse de Sikasso : « Je remercie le SP-ALPC et la MINUSMA d'avoir initié cette caravane, et surtout d'avoir inclus la ville de Sikasso sur la liste des localités à sensibiliser. Certes, Sikasso n'est pas reconnue comme une région de conflit, mais la situation géographique de Sikasso qui



Remise d'armes des éléments du MOC aux FAMA à Gao



Séance de travail avec le Président la Commission Intégration, le Général FANE



25eme réunion du Comité Technique de Sécurité

L'ancienne Route de l'Aéroport entre le rondpoint de l'ONAP sur la RN7 et le Blvd CEDEAO

Bamako, MALI

MINUSMA, B.P.E. 2616 Bamako, MALI

Site : <http://minusma.unmissions.org>

RSS-DDR